

n°158 - MARS 2019

SPÉCIAL CAMPAGNE DE CARÊME

Juste
Terre!



Philippines



Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Sans terre, pas de nourriture ; sans nourriture, pas de futur

Les Philippines subissent depuis plusieurs mois une crise liée à l'inflation des prix du riz. Une situation qui incarne à elle toute seule la difficulté pour cet énorme pays (100 millions d'habitants) à trouver son chemin vers la souveraineté alimentaire dans un contexte complexe où, pourtant, l'agriculture familiale et écologique représente la meilleure piste pour que la jeunesse envisage un avenir serein.

Depuis un an, les Philippines sont en proie à ce que ses habitants appellent la crise du riz : chaque mois, les prix de cet aliment présent à chaque repas sur les tables des Philippines (qui en consomment en moyenne 3 kg par jour par famille) augmentent dans des proportions alarmantes. Considérant que la production locale n'est pas en mesure de nourrir 100 millions de Philippines, le gouvernement a profité de cette inflation ininterrompue pour ouvrir encore un peu plus la porte aux importations. Ce qui ne peut que défavoriser les petits paysans des zones reculées comme l'île de Mindanao, où sont actifs les partenaires d'Entraide et Fraternité.

Au cours de la dernière décennie, les importations de riz de Thaïlande et du Vietnam, encouragées par les autorités, n'ont cessé de grimper en flèche. Sur base d'un argument simple et complètement paradoxal quand on sait que les Philippines sont le seul pays du monde à abriter la totalité des 136.000 variétés de riz cultivé et sauvage existant sur terre : le riz vietnamien et thaïlandais, de moins bonne qualité (moins nourrissant), est beaucoup moins cher que celui produit dans le pays ! Bref, les Philippines, **un des principaux producteurs et consommateurs de riz au monde, sont devenues... importatrices nettes de riz**, ce qui contribue par ailleurs grandement au déséquilibre de la balance commerciale agricole du pays.

« Stop à l'importation de riz »

Cette crise du riz est, hasard du calendrier, le parfait résumé des préoccupations des partenaires d'Entraide et Fraternité. Lesquels arborent fièrement des t-shirts aux messages clairs : « *Protégez notre riz* », « *Stop aux importations de riz* ». La problématique du riz, qui prend une acuité tout à fait particulière ces derniers mois, est effectivement porteuse de la plupart des thématiques portées par Entraide et Fraternité et par ses partenaires dans le cadre d'une vision du monde soulignant **la nécessité d'une souveraineté alimentaire** : dégâts liés au réchauffement climatique, méfaits de l'usage de pesticides et des OGM sur les terres et les êtres humains, dégâts de l'ultra-libéralisme sur l'économie et l'emploi, difficulté de l'accès à la terre pour les populations les moins favorisées, difficulté à assurer une transition vers une agriculture écologique responsable, respectueuse de l'environnement et permettant aux petits paysans ruraux d'assurer à leur famille un accès à l'alimentation...

Tout ceci ne concerne évidemment pas que le riz mais aussi les légumes, les fruits, les céréales, les arachides, la volaille, le bétail, le poisson et les fruits de mer. Mais vu son importance dans le quotidien de la population, le riz porte en lui une synthèse de la question alimentaire locale.



Le choix d'une agriculture écologique participe de la souveraineté alimentaire.



Les jeunes Philippines veulent être maîtres de leur destin.
Cela passe par l'agriculture rurale familiale.

Chez notre partenaire CONZARRD, une banque de semences alimentée par les coopérateurs locaux contient 3000 sortes de riz alors que les multinationales telles que Bayer-Monsanto veulent limiter le nombre d'espèces afin d'aliéner les agriculteurs. C'est qu'au contraire du riz biologique, le riz industriel meurt et contraint les paysans à s'endetter pour acheter de nouvelles semences ! Mais cultiver le riz selon les techniques agroécologiques demande plus de travail, et donc plus de temps, spécialement lors des deux premières années de la transition : 32 étapes au total.

Comment les jeunes Philippines désireux de se tourner vers l'agriculture - a fortiori vers l'agriculture écologique - envisagent-ils l'avenir ? Notre partenaire AKMK (Paix et protection de l'environnement par les jeunes des trois populations de Mindanao) regroupe des centaines de jeunes de l'île qui expriment leurs préoccupations, économiques, écologiques, etc., par le biais de l'expression artistique. Le rôle de la jeunesse est le thème qui sera exposé tout au long de la campagne de Carême. **Vu que les jeunes n'ont pas de capital pour acquérir les terres et qu'ils sont très peu nombreux à pouvoir hériter d'une parcelle familiale (en moyenne, à peine un hectare), ils sont très peu à se projeter dans l'agriculture.** Une réforme agraire lancée dans les années 80 s'achève : elle avait pour objectif de redistribuer une partie des terres

aux petits paysans qui l'exploitaient pour le compte de propriétaires. Dans les faits, elle a permis à nombre de petits paysans d'accéder à une parcelle mais elle a aussi été accompagnée de violences, de harcèlements, voire pire, pour empêcher les paysans de faire valoir leurs droits.

«*Sans terre, pas de nourriture ; sans nourriture, pas de futur*» : le slogan d'un de nos partenaires sur place, KilosKa, qui soutient institutionnellement les paysans, se passe de commentaires. Il induit des solutions pour un avenir digne : posséder une terre et l'exploiter de façon écologique pour subvenir aux besoins de sa famille, s'associer aux membres de sa communauté **au sein d'organisations paysannes et de coopératives** pour traiter et commercialiser la production agricole et avoir un revenu digne. Ces éléments sont au centre de la philosophie d'Entraide et Fraternité pour rendre une autonomie aux communautés paysannes et favoriser le droit à l'alimentation.

■ **Jean-François Lauwens**
Chargé de communication

EN CHIFFRES

Le programme d'Entraide et Fraternité aux Philippines

Bénéficiaires directs : 1506 familles, soit 7530 personnes.

Bénéficiaires indirects (via du travail avec les pouvoirs politiques, la diffusion de techniques agricoles, les projets de production et commercialisation, les activités de mobilisation de masse) : 25.000 personnes

L'agroécologie comme première assurance sur l'avenir

Développement de l'agroécologie, support économique et matériel, formation, aide juridique : les champs d'activités de CONZARRD ne manquent pas dans la région d'Iligan. Visite guidée.

« Les semences sont à la source de la vie, elles sont l'aspiration profonde de la vie à s'exprimer, à se renouveler, à se multiplier, à évoluer en perpétuelle liberté. » Affichée au mur du petit bureau de CONZARRD, à Tigbao, près de Pagadian, dans la péninsule de Zamboanga, la Déclaration de liberté des semences ne fait pas mystère de ses intentions : **développer des banques de semences, alternative unique à la mainmise des multinationales comme Bayer-Monsanto, sur le marché des semences.** On connaît le problème : soucieuses de contrôler le marché mondial, ces sociétés veulent contrôler le marché des semences afin d'aliéner les agriculteurs. C'est qu'au contraire des semences paysannes biologiques, les semences industrielles sont stériles après la culture et contraignent les paysans à s'endetter pour acheter de nouvelles semences chaque année !

Heureusement, certains font de la résistance. C'est l'enjeu de cette Déclaration de liberté des semences et on le comprend mieux en visitant **la banque de semences de CONZARRD.** Cette coalition regroupe nombre d'acteurs locaux soucieux simultanément d'**encourager la transition vers une agriculture familiale écologique** et tout à la fois d'**aider les petits paysans pour qui la réforme agraire tarde à se matérialiser.**

EN CHIFFRES

Objectif 2019 : soutenir 45 ménages (225 personnes) dans la voie de la diversification de leur production (sur un total de 4515 personnes pour l'ensemble des partenaires) et 45 ménages (225 personnes) dans l'augmentation de leurs revenus grâce au recours à l'agroécologie (sur un total de 4645 personnes pour l'ensemble des partenaires).

La famille modèle de Rodora

Rodora Acdal est vice-présidente d'une organisation aidée par CONZARRD. Au départ, dans leur ferme sur les hauteurs, son mari et elle ne travaillaient pas de manière écologique mais ils ont été convaincus.

« Notre sol était pour ainsi dire mort. Le passage à l'agroécologie, soutenu par CONZARRD, nous a permis de le rendre fertile et d'impliquer nos enfants dans le processus de transition vers ce type d'agriculture. Avant, nous avions du mal à écarter nos légumes. Désormais, quand les clients savent que l'on est dans l'agroécologie, ils sont tellement demandeurs que nous ne pouvons plus suivre la demande. Bien sûr, c'est un peu plus cher, mais c'est meilleur et plus sain. Un commerçant m'a expliqué que nos haricots pouvaient tenir trois jours alors que les haricots provenant de grandes exploitations utilisant des pesticides étaient pourris dès l'après-midi de leur mise à l'étalage, à tel point que ce commerçant a demandé à vendre la totalité de notre production. »

Le plus important, sans doute, est ailleurs : dans la confiance en l'avenir de Rodora depuis qu'elle sait qu'elle transmettra terre et pratiques agroécologiques à ses enfants. « Dès qu'ils ont eu six ans, nous avons donné à chacun de nos enfants une petite parcelle afin qu'ils apprennent à gérer leur propre potager. **Aujourd'hui, j'ai le cœur léger : je sais que s'il devait m'arriver quelque chose demain, mes enfants pourraient désormais se débrouiller avec la ferme puisqu'ils savent comment faire.** Par le biais de l'école, nous soutenons aussi l'idée d'un potager communal et d'une ferme communautaire. Mais aussi une compétition entre écoles pour l'installation d'un jardin communautaire. C'est l'occasion d'aller dans les écoles expliquer ce qu'est l'agriculture écologique et d'impliquer les parents. » Le Ministère de l'Agriculture a attribué à la famille de Rodora un diplôme de « famille agroécologique modèle. »

Grâce à l'agroécologie, une terre à nouveau fertile.



La famille de Rodora a reçu le prix de famille modèle en agroécologie.





Teresa Gallano et ses deux fils vivent de l'agriculture grâce à CONZARRD.

Teresa, la mère-courage

L'histoire de Teresa Gallano est poignante et en même temps révélatrice de bien des problèmes locaux. Depuis 2008, elle est bénéficiaire de CONZARRD, grâce à qui elle a acheté un porc quand elle ne pouvait plus payer la terre qu'elle exploite. « La truie m'a permis, en produisant des porcelets, de recommencer à payer la terre, d'y planter du maïs et des légumes pour ma propre consommation. J'utilise l'agroécologie tant pour les cultures que pour la nourriture des cochons ; c'est CONZARRD qui m'a formée à savoir m'occuper des cochons durant toute leur vie. Je leur donne de la nourriture saine, des patates douces, du maïs, des bananes, tout ce que je cultive. Mais je n'ai aucune chance de jamais pouvoir acquérir une terre (un ha coûte 300.000 PHP soit 4800 euros). »

Teresa est émue, elle est au bord des larmes, mais c'est une femme forte qui n'aime pas se lamenter. Aujourd'hui, elle est seule avec ses jeunes deux fils, Rowell, 19 ans, et Junior Roger, 9 ans. « Mon mari m'a quittée un jour, il est parti avec une autre femme et avec nos économies : il ne m'a laissé que les enfants. Ma fille de 23 ans travaille comme domestique à Manille ; durant trois ans, elle m'a envoyé de l'argent pour pouvoir payer les frais scolaires de ses deux frères. Je ne peux pas assurer tout le travail agricole toute seule, j'ai donc besoin des bras de mes enfants pour travailler la terre. Rowell a choisi de s'orienter vers un collège agricole ; pour cela, il faut aller quatre ans à Marawi. Sa grande sœur va donc devoir rentrer afin de m'aider pour qu'il puisse aller à l'école et, à terme, reprendre la gestion de la ferme. Il n'y a pas de frais d'inscription à l'université mais ce qui coûte, c'est évidemment le logement et la nourriture sur place ; notre accord c'est qu'il reviendra travailler à la ferme et organiser les choses, je n'ai pas peur de la difficulté mais, avec l'aide de CONZARRD, nous trouvons des bourses, par exemple pour financer les études ; en tant que mère, je suis surtout préoccupée de l'avenir de mes enfants. »

Des arbres pour attirer la pluie

CONZARRD accompagne les paysans dans leur passage aux techniques agroécologiques. Direction Begong : de la route, il faut marcher une demi-heure dans la montagne, croiser des rivières infranchissables en cas de crue pour arriver à la ferme d'Esterlita Lariba, Nenita Navasa et Sabina Villaflor. Jusque 2008, il n'y avait rien ici, juste un manguier. La zone était abandonnée, le sol n'était pas fertile. Aujourd'hui, cette ferme produit du maïs, du riz, des cacahuètes, des fruits, des légumes. Pourquoi là-haut ? Tout simplement parce qu'en bas, il n'y a plus de terres disponibles et que celles-ci ne coûtaient quasiment rien car les terres étaient asséchées en raison de la déforestation et glissaient vers la vallée à cause de l'érosion. La plantation de manguiers a permis de stabiliser les terres. Si, actuellement, un cheval monte l'eau tout là-haut, les paysans de la région ont l'espoir que la reforestation permette d'attirer les pluies. Car **les changements climatiques sont peut-être la première préoccupation des paysans philippins** : de longues périodes de sécheresse suivies de fortes pluies qui provoquent autant de dégâts en brûlant les cultures qu'en les inondant.



En montagne, il faut parfois cinq ans pour réhabiliter une terre rendue infertile.

L'obtention d'une terre, le parcours du combattant

Le soutien aux fermiers engagés dans une transition vers l'agroécologie est une priorité pour DKMP. Mais celle-ci ne peut se réaliser qu'une fois résolue la question de l'accès à la terre dans le contexte d'une réforme agraire complexe. Le soutien des associations aux paysans est alors crucial.

Comme dans beaucoup de pays du sud, les terres philippines sont concentrées entre les mains de grandes familles qui possèdent des milliers d'hectares qu'ils louent (cher) à des paysans (pauvres) qui les exploitent (sans gagner d'argent). De plus, ces grandes familles sont aussi des dynasties politiques : elles contrôlent toute la vie locale et siègent en général jusqu'au Parlement pour défendre leurs intérêts. En Asie du Sud-Est, c'est aux Philippines que la répartition des terres est la plus inégalitaire. Depuis 30 ans pourtant, la réforme agraire qui s'achève vise à une redistribution des terres. Il s'agit en fait d'un rachat de terres par les métayers qui les exploitent (via des compensations de l'État). L'objectif était d'environ 10 millions d'hectares à redistribuer.

Mutualiser les actions en justice

Il est incontestable que cette réforme a permis à des centaines de milliers de paysans d'obtenir un lopin de terre. Ceux-ci ont pu acquérir la petite parcelle (généralement, un hectare) leur permettant de subvenir à leurs besoins, d'éventuellement en tirer quelque revenu et de faire leurs propres choix agricoles. Toutefois, derrière cette vision optimiste, les choses sont beaucoup plus complexes : les procédures durent des années, les paysans subissent souvent harcèlements, violences, voire assassinats.

Dans la région de Lala, sur l'île de Mindanao, l'association DKMP assume toute la dimension de soutien aux paysans dans la production biologique (semences, fertilisants...) mais, dit Mary Joy Villagomez, sa responsable, **« la réforme agraire est bel et bien le problème numéro un, celui qui conditionne tous les autres. Notre principale activité consiste donc à assister les paysans dans ces pro-**

cédures qui s'achèvent souvent devant la Cour suprême puisque les propriétaires savent qu'à force de faire appel, ils feront en sorte que les paysans ne puissent plus payer. C'est la raison pour laquelle nous leur venons en aide car seule la mutualisation des dossiers permet de l'emporter. Et encore, même dans ce cas-là, ils sont nombreux à finir par se désister. »

C'est que les grands propriétaires ne sont pas tant désireux de préserver leur domaine que de vendre leurs terres à ceux qui les paieront cher, des promoteurs immobiliers, des chaînes de supermarchés. Ce qui, en plus, a pour effet de réduire le nombre de rizières. Les effets se manifestent en cascade. « *Le plus difficile, poursuit Joy, c'est de garder les jeunes ici. Ils vont à l'école durant l'année scolaire puis, en été, ils vont en ville chercher du travail ; notre priorité est de commencer par former les enfants de nos membres. D'autant qu'à l'école, on n'enseigne pas aux jeunes l'idée de retourner s'occuper des terres familiales, on ne leur donne pas une mentalité de paysans mais une mentalité d'employés.* »



EN CHIFFRES

Objectif 2019 : soutenir 35 ménages (175 personnes) dans la voie de la diversification de leur production (sur un total de 4515 personnes pour l'ensemble des partenaires) et tout autant dans l'augmentation de leurs revenus grâce au recours à l'agroécologie (sur un total de 4645 personnes pour l'ensemble des partenaires).



Cornelio et sa famille ont retrouvé le sourire après leur expulsion.

Sept ans de souffrances et de harcèlement

À Pulang Yuta, Cornelio Siangco et sa fille Jane respirent enfin : en 2008, la famille propriétaire des terres qu'ils exploitaient depuis 15 ans a décidé de récupérer ses terres et les a expulsés. « *Nous étions une quinzaine de familles dans la même situation, racontent-ils. Nous avons été harcelés, nous avons eu peur mais l'aide de DKMP a été décisive pour obtenir une réinstallation ailleurs six ans plus tard. Les choses ont été tellement graves dans ce coin-ci que la coordinatrice de DKMP-Lanao, Venecia Natinga, a été assassinée en 1994. Le seul témoin a changé sa déposition en faveur des propriétaires qui étaient suspectés et le dossier a été classé sans suite. Cela vous explique pourquoi la plupart des paysans renoncent aux procédures avant la fin.* »

Cornelio et Jane ont finalement récupéré 0,8 ha en montagne. À partir de 2015, ils ont commencé à nettoyer les terres, à diversifier les sources de revenus de la ferme : « *Grâce à la diversification de nos exploitations et de nos revenus, dit Jane Siangco, je ne dois quasiment plus rien acheter à part le sel, le sucre et le poisson. Nous avons tout le reste puisque nous le produisons. Mais les gens qui font le choix de l'agriculture ne sont pas des jeunes car ils doivent acheter des terres et c'est très dur !* »



Nataniel Fernandez a subi de nombreuses persécutions de la part de son propriétaire.

Nataniel, persécuté par son propriétaire

Depuis six ans, Nataniel Fernandez est persécuté par le propriétaire de la parcelle qu'il cultive, à San Luis, dans la province du Lanao du Nord. Celui-ci le menace d'expulsion pour vendre sa terre, en prétextant tantôt que la terre n'est cultivée par personne, tantôt que le locataire ne paie pas de loyer. Une milice privée a été engagée afin d'intimider Nataniel et sa famille et pour leur empêcher l'accès à la terre. Nataniel a alors fait appel au soutien de DKMP afin de l'aider à conserver sa parcelle. Une occupation collective de la terre a été organisée, sollicitant les membres d'autres organisations paysannes, l'assistance du maire et la protection de la police.

« *Nous constituons des barricades humaines et des camps d'occupation de la terre pour bien montrer que ces terres ne sont pas abandonnées et qu'elles sont essentielles à la vie des paysans ! Au début, la police et la municipalité hésitaient à nous soutenir, puis on leur a montré l'article de loi qui les oblige à nous protéger et avons rappelé que nous avions averti les médias pour parler de l'affaire. Alors, ils se sont impliqués, même si la police reste à distance. La municipalité nous a prêté des tracteurs pour l'occupation du terrain* », explique la coordinatrice de DKMP. « *Nous restons à plusieurs pour la nuit dans le campement. Les femmes sont souvent sollicitées pour garder les camps car les gardes privés du propriétaire n'osent pas attaquer les femmes. Associer les organisations paysannes musulmanes est aussi une stratégie efficace car les leaders musulmans sont souvent redoutés.* » Cette mobilisation a eu pour effet de montrer que les paysans n'étaient pas seuls et qu'ils pouvaient compter sur le soutien de leur communauté. DKMP a déposé plainte pour expulsion illégale. L'affaire suit son cours.

Des pêcheurs qui sont aussi des agriculteurs

Sanctuaire marin, plantation de mangroves, conditionnement de sardines, nettoyage des plages : Mindanao est une île et LAFCCOD veille à ce que les préceptes de l'agriculture écologique trouvent un prolongement dans le secteur de la pêche. Ici, les pêcheurs sont aussi agriculteurs et vice-versa.

« Chaque année, nous subissons des catastrophes naturelles, des inondations, des typhons, des tornades. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de réhabiliter nos côtes. Nous avons besoin de protections naturelles contre ces désastres », explique Zainoden Abdillah, fermier-pêcheur qui préside l'association des pêcheurs et agriculteurs de Pagilidan, à Sultan Naga Dimaporo, entité majoritairement musulmane de la province du Lanao del Norte.

Créée en 1989, LAFCCOD vient d'abord en soutien aux petits pêcheurs des côtes, pauvres et marginalisés. « Le littoral de ces deux provinces est riche en produits de la pêche, explique Fermin Flores, membre du staff de LAFCCOD, ce qui fait que, d'une façon ou d'une autre, la population est liée à la pêche. Pourtant, malgré cela, **l'immense majorité des pêcheurs vivent dans une incroyable pauvreté (de 55 à 59% sous le seuil de pauvreté, selon les zones)**. Notre vision est que les petits pêcheurs puissent exploiter les ressources maritimes de manière durable. »

Basse saison

C'est donc un projet global qui est en place ici. Global parce que le soutien de l'association va à l'ensemble du processus de pêche ; global parce qu'il n'oublie pas, que du contraire, de faire des pêcheurs également des agriculteurs ou des éleveurs. « En haute saison, il y a beaucoup de poissons mais, en basse saison, quasiment pas, détaille Fermin Flores. Selon les périodes de l'année, 4 kg de poissons en une pêche de 8 heures constitue un minimum, en haute saison. Ou un objectif presque irréaliste, en basse saison ! On comprend la précarité des petits pêcheurs quand on sait que les gros bateaux commerciaux ramassent plus de 300 kg par jour. Théoriquement, ils ne peuvent pas pêcher à moins de 15 km des côtes mais il arrive qu'ils pêchent à la dynamite, ce qui est strictement interdit. Bref, nous devons absolument **diversifier les moyens de subsistance pour les périodes maigres**, c'est pourquoi nous donnons aux pêcheurs des porcs, des chèvres, des poulets, des canards, et donnons des formations en élevage et culture. »

Mindanao est une île, la deuxième des Philippines, et, le long de ses milliers de kilomètres de côtes, la cohabitation des activités agricoles et piscicoles est obligatoire en raison des trop faibles revenus de chacune. Répondant à la fois à la nécessité de nourrir la population, de convertir pêcheurs comme paysans à une approche écologique, de s'adapter aux désastres climatiques aggravés par le réchauffement de la planète, d'encourager la prise de participation des femmes et, qui plus est, de faire cohabiter pacifiquement les trois communautés (chrétiens, musulmans, indigènes) qui vivent dans ces zones. Pour ces multiples raisons, le travail de LAFCCOD (Centre de développement intercommunautaire des pêcheries de Lanao) est une illustration parfaite à lui tout seul de tous les enjeux auxquels sont confrontés bien des partenaires du Sud.

EN CHIFFRES

Objectif 2019 : soutien à 35 ménages (175 personnes) dans la voie de la diversification de leur production (sur un total de 4515 personnes pour l'ensemble des partenaires) et à 35 ménages (175 personnes) dans l'augmentation de leurs revenus grâce au recours à l'agroécologie (sur un total de 4645 personnes pour l'ensemble des partenaires).

Les pêcheurs veillent aussi sur le sanctuaire marin.





Plantation de mangroves, vente de sardines : LAFCCOD ne manque pas d'idées pour les pêcheurs de Mindanao.



Que sont les mangroves ?

Souvent négligées des débats écologiques, les mangroves sont un écosystème crucial dans les régions tropicales ou subtropicales, où elles se développent. Pour le résumer simplement, il s'agit de véritables jungles, surtout composées de palétuviers, qui ont les pieds dans l'eau, à savoir dans des marais de bord de mer où l'eau est peu profonde.

Dans des zones frappées tour à tour par des tsunamis, des typhons, des ouragans et des inondations, **leur rôle de protection du littoral contre l'érosion est crucial pour la côte comme pour les populations.** Or, elles constituent des zones en danger de disparition en raison des activités humaines.

Ensuite, elles présentent **de nombreux avantages écologiques** pour la faune et la flore, de par leur forte absorption de CO₂ (on parle de « puits à carbone »), pour leur rôle de lieu de ponte et de nurserie ainsi que de véritable garde-manger pour les différentes espèces animales, florales et... humaines. Leur rôle est donc à la fois important pour l'écologie et la sécurité alimentaire.

Les associations locales soutenues par LAFCCOD ont donc fait de la reforestation du littoral marécageux une priorité absolue. Afin de protéger les côtes et de permettre aux poissons et aux fruits de mer de se reproduire et de grandir et de nourrir ceux-ci (par exemple, les feuilles des arbres des mangroves - neuf espèces dans cette région - constituent en pourrissant dans l'eau un aliment prisé de la faune marine). Sur l'ensemble de l'année écoulée, en diverses baies de la région, **environ 23 hectares ont été replantés de quelque 230.000 plants** (évidemment, ceux qui « prennent » dans ce sol particulier sont minoritaires).



Les sardines du sultan

Dangolaan, une petite communauté de fermiers-pêcheurs a compris comment mêler agriculture et pêche, comment concilier tradition et respect de l'environnement, comment transcender les différences entre les sexes et les religions et les communautés. De la plus simple des façons : en mettant en bocaux sa production de sardines.

Au départ, voici une vingtaine d'années, tout est parti... des femmes. « En 1996, nous avons créé la DLO (*Organisation des femmes de Dangolaan*), raconte sa présidente Cecilia Broa, pour fédérer les forces féminines de la communauté. Pendant que les hommes étaient à la pêche, les femmes avaient un peu plus de temps à consacrer à d'autres activités. Nous avons commencé en plantant des mangroves pour limiter les dégâts des raz-de-marée. Ensuite, nous avons commencé à faire de l'élevage de porcs pour diversifier les revenus. Les maris étaient intrigués, ils se demandaient à quoi nous passions notre temps. Et ils voulaient nous aider ! Les femmes de la communauté ont donc créé une deuxième association, masculine celle-là (*Nangisda, Union des pêcheurs de Dangolaan*), avec pour but de sensibiliser les hommes à l'environnement. »

« C'est aussi un sentiment positif, renchérit Juliet Sarita, de DLO, de savoir que l'on contribue aux revenus de la famille. »

Cette activité génératrice de revenus permet évidemment de **compléter les rentrées de la pêche et de l'agriculture et l'élevage** mais aussi d'**écouler les surplus**. Les pêcheurs vendent leur pêche (40 kg en moyenne pour 125 bocaux) à l'association qui vend le produit fini au voisinage ou aux magasins des alentours. En une journée, toutes les étapes de la préparation sont réalisées : retirer les écailles des poissons, couper leur tête, retirer leurs organes, les saler et laisser reposer, les sécher, les conditionner en bocal, les assaisonner (huile, maïs, carottes, pickles, épices), les cuire à pression et étiqueter les bocaux. « On ne veut pas qu'à l'avenir, conclut Cecilia Broa, on ne puisse plus voir de poissons que dans les livres. C'est notre moyen de subsistance, notre lieu de vie. »

Les jeunes de Mindanao veulent être acteurs de leur destin

Des questions environnementales à celles liées à l'agriculture, en passant par les droits humains et les problématiques de genre, la jeunesse locale s'est engagée sur le chemin de l'appropriation de son propre destin.

En juillet 2015, durant six jours, un millier de personnes ont parcouru une centaine de kilomètres à pied entre Lala et Iligan (province de Lanao du Nord). Une façon pour elles de protester à grande échelle contre les projets multiples d'installation le long des côtes de Mindanao de centrales électriques au charbon. Un choix déjà contestable sur le plan écologique mais qui impliquait aussi l'expulsion de centaines de paysans sans terre, dont une grande partie d'indigènes. Les partenaires locaux d'Entraide et Fraternité actifs dans les domaines du plaidoyer, des droits humains et de la jeunesse (AKMK, Sumpay, DKMP, KilosKa, LAHRA) étaient tout spécialement en pointe pour cette marche qui constitue un véritable acte fondateur pour le mouvement des jeunes à Mindanao.

Peu de temps après l'élection du président Duterte en 2016, les organisations membres d'AKMK ont publié un texte fort, **le Manifeste de la jeunesse de Mindanao**, qui liste une série de revendications dans tous les domaines de la vie philippine, qu'il s'agisse de politique, d'économie ou d'environnement. Ceci est très révélateur du degré d'implication des jeunes militants de l'île. Ainsi, explique Argie Mira, membre de LMK, une des organisations fédérées au sein d'AKMK, « il est évident que, vu la

façon dont notre région dépend de l'agriculture, les questions d'accès à la terre, d'organisation des paysans et des pêcheurs, de souveraineté alimentaire, de qualité de l'alimentation et d'usage des techniques agroécologiques sont des priorités pour nous. Mais quand nous échangeons au sein de nos organisations, c'est aussi sur toutes les autres problématiques qui nous concernent : l'environnement, les droits sociaux, les violations des droits humains, le dialogue intercommunautaire, l'accueil des réfugiés lors du siège de Marawi (2017)¹, le chômage, les questions de genre... »

Depuis 2002, AKMK organise aussi un été sur deux un youth peace camp (camp de la paix de la jeunesse) s'adressant aux trois communautés de l'île (chrétiens, musulmans et indigènes). Une façon pour tout le monde de dépasser les clichés qui décrivent, dit un membre d'AKMK, « les Lumads (ndlr : indigènes) comme des faibles, les musulmans comme des terroristes et les chrétiens comme des envahisseurs. » Ces activités tissent un véritable réseau de paix dans les campagnes les plus reculées.

¹ De mai à octobre 2017, des groupes de djihadistes ayant fait allégeance à l'État islamique ont tenté de prendre possession de la ville de Marawi, à 30 km d'Iligan, où sont actifs certains des partenaires d'Entraide et Fraternité comme AKMK. Avec le soutien des Américains, des Chinois et des Australiens, les forces gouvernementales ont fait le siège de la seule ville majoritairement musulmane du pays pour obtenir la reddition des terroristes. Cela a provoqué la destruction quasi-totale de la ville, la mort de 170 soldats et de 920 djihadistes, la fuite de 400.000 personnes (réfugiés accueillis par un consortium d'associations incluant nos partenaires) et, in fine, l'instauration de la loi martiale sur toute l'île de Mindanao au moins jusqu'au 31 décembre 2019.



La loi martiale interdit les rassemblements pour contester la politique du président Duterte.



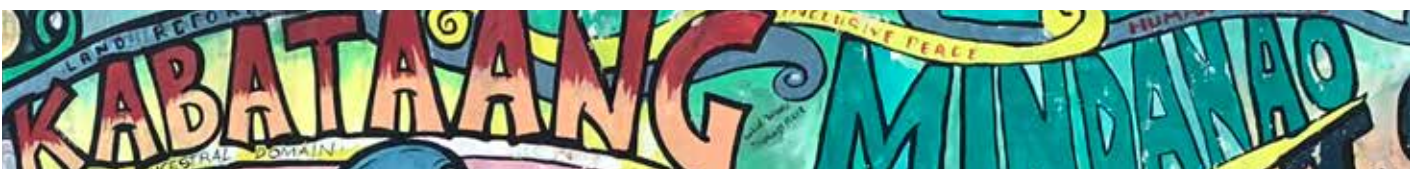
Les jeunes privilégient l'art pour exprimer leurs opinions.

L'art, un vecteur privilégié pour toucher les jeunes

À Iligan City, un mur de la ville a été entièrement peint par les jeunes d'AKMK : avec une grammaire qui est celle des graffeurs qui font du « street art », les artistes y font la synthèse de toutes les problématiques. Les arts graphiques mais la musique aussi : les jeunes membres d'AKMK ont enregistré des disques et donnent des concerts au cours desquels ils chantent (et expliquent !) des chansons sur les thèmes évoqués. « *L'art est un vecteur privilégié de notre action*, explique Doreen Bayhonan, responsable adjointe des programmes culturels. *D'abord parce que la musique et les arts graphiques intéressent les jeunes et sont un moyen de leur parler. Ensuite, parce qu'il est très difficile de mobiliser les jeunes depuis la loi martiale avec le couvre-feu et les interdictions de rassemblement. Enfin parce que, stratégiquement, si l'état d'urgence ne nous laisse pas d'occasions de manifester publiquement, les autorités n'exercent aucune censure sur les œuvres culturelles, qu'elles soient graphiques ou musicales.* »

Au-delà des jeunes d'AKMK, Entraide et Fraternité soutient également deux autres associations d'Iligan City actives sur le plan politique. **LAHRA** aide les victimes des violations des droits de l'homme. Il faut avouer que, dans le contexte actuel, « *il n'est pas facile*, dit Omairah Toroganan, juriste au sein de l'association, *de sensibiliser les gens aux violations des droits de l'homme car celles perpétrées par les autorités concernent par exemple les terroristes musulmans lors du siège de Marawi ou les trafiquants ou consommateurs de drogue combattus par le président Duterte avec l'approbation de la population.* »

D'une façon différente, KilosKa défend les victimes « foncières » au travers d'un immense travail de plaidoyer. « *Notre organisation*, décrit Jam Caylan, responsable de la communication de **KilosKa**, *a pour but de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas et de faire connaître leurs problèmes, leurs préoccupations et leurs revendications aux hauts responsables, au gouvernement notamment. KilosKa assiste ainsi les agriculteurs dans leurs litiges fonciers et leur offre un lieu de dialogue avec les représentants du gouvernement et les autres parties prenantes. À deux reprises déjà, nous avons emmené des paysans indigènes privés de terre à Manille pour présenter leurs cas aux autorités et, en 2012 par exemple, nous avons obtenu la redistribution de 14.000 ha de terres.* »



Nos partenaires témoignent

En mars, durant la campagne de Carême, plusieurs associations philippines dont Entraide et Fraternité est partenaire sur l'île de Mindanao délèguent six représentants en Wallonie et à Bruxelles pour témoigner de leurs travail et expériences de terrain. Ce sont toutes « des associations porteuses de solidarité, d'avenir et de vision écologique qui n'est plus un luxe mais la formule d'avenir. », comme le soulignait Mgr Delville, évêque de Liège, au retour de sa visite aux Philippines en juillet dernier.

En allant à la rencontre des communautés, des écoles, des groupes belges, ils apprendront aussi à comprendre en retour la situation chez nous. Un moment fort de témoignages, de dialogue et de partage à ne pas manquer ! Agenda complet sur www.entraide.be.

Mary (Joy) Bestudio DKMP

Joy est née en 1972 dans une famille de paysans. Avec son mari, elle exploite une terre qui était laissée à l'abandon par sa famille et ils commencent à y pratiquer l'agriculture écologique. En 2008, elle a rejoint l'équipe de l'association DKMP-Lanao, active dans le domaine de la souveraineté alimentaire dans une logique de construction de paix intercommunautaire. Elle y est aujourd'hui coordinatrice de projets.

> Hainaut



Doreen Bayhonan AKMK

Doreen est âgée de 30 ans. Elle a fait des études d'art et de musique, ses passions. À 16 ans, elle participe à un atelier de chansons sur la paix, l'environnement, la liberté et la justice. Elle y est repérée par un membre d'AKMK, une association qui fédère des associations de jeunes, issues des trois communautés, notamment par le biais des activités culturelles et artistiques. Elle y est désormais adjointe aux programmes culturels.

> Liège

Neri (MinMin) Pampilo CONZARRD

À 60 ans, MinMin est la coordinatrice de projet du Programme Tri-People (chrétiens, musulmans, indigènes) pour la construction de la paix et la souveraineté alimentaire pour la péninsule de Zamboanga, implémenté par CONZARRD. Diplômée en administration des affaires, elle a aussi travaillé pour la commission Justice et Paix du diocèse d'Iligan.

> Bruxelles-Brabant wallon

Fermin Flores LAFCCOD

Fermin est âgé de 53 ans. Depuis 20 ans, ce catholique est le directeur exécutif de LAFCCOD, qui soutient les petits pêcheurs-paysans qu'ils soient chrétiens ou musulmans. Tout au long de sa vie professionnelle, il n'a cessé de travailler pour des programmes œcuméniques, le dialogue interreligieux ou dans les mouvements paysans.

> Namur-Luxembourg

Jam (Jam) Ann Caylan KilosKa

Jam n'a que 24 ans. Militante active en faveur de l'environnement et des droits de l'homme, elle a fait des études de communication à l'université de Marawi (Mindanao State University) et, forte de cette expérience, est devenue responsable de la communication de KilosKa, une organisation de plaidoyer qui assiste les paysans dans leurs litiges fonciers et leur offre un lieu de dialogue avec les représentants du gouvernement.

> Public jeunes

Francisco (Francis) Alolod

Âgé de 59 ans, Francis est impliqué dans le programme au titre de consultant des associations locales, dont celles qui sont partenaires d'Entraide et Fraternité, auxquels il donne des solutions et des méthodes d'engagement. Engagé dans toutes les luttes philippines, il est tout spécialement sensible aux initiatives en faveur de la cohabitation harmonieuse des trois communautés de Mindanao.

> Public institutionnel

Agenda

Déjà annoncé

Vicariat de Bruxelles

- **Dimanche 24 mars**, 11h00-15h30, à **Bruxelles**, église Sainte Marie, Mère de Dieu (37 rue du Melon - 1190 Forest). Fête de la solidarité organisée en partenariat avec la Communauté catholique philippine de Bruxelles : célébration eucharistique présidée par Mgr Kockerols, évêque auxiliaire de Bruxelles, repas belgo-philippin (chacun apporte un repas à partager), chants et danses des Philippines.

Diocèse du Hainaut

- **Dimanche 3 mars**, 15h-18h, **Charleroi**, Chapelle des Jésuites. Conférence par Mgr Delville, évêque de Liège, et Mgr Harpigny, évêque de Tournai sur le thème du sens de la solidarité pendant le Carême.
- **Judi 4 avril**, 19h30, **Mons**, UCL-Mons (151 chaussée de Binche). Conférence-débat sur le thème de l'alimentation au Sud et au Nord. Avec la participation de Mary (Joy) Bestudio (DKMP, Philippines).

Diocèse de Namur-Luxembourg

- **Mercredi 6 mars**, 20h, **Beauraing**, Sanctuaire. Conférence-témoignage par Mgr Delville et fr. Emmanuel (Fraternité de Tibériade) : Carême de partage : quelle solidarité avec les Philippines ?
- **Samedi 17 mars**, p.m., **Orval**, Abbaye Notre-Dame d'Orval. Conférence-débat par Mgr Delville et fr. Bernard-Joseph (Abbaye d'Orval) : Prendre soin de sœur Terre... et de nos frères philippins.

Diocèse de Liège

- **Samedi 23 mars**, la journée, **Ferrières** (2 chemin du Vicinal). Fête de la solidarité : rencontres, animations diverses sur le thème de la solidarité et l'environnement, balades nature, contes, théâtre.
- **Dimanche 24 mars**, dès 11h, **Welkenraedt**, Collège Saint-Joseph. Solidarifête : célébration eucharistique (11h, église Saint Jean-Baptiste - rue de l'église), apéro, repas, animations diverses sur le thème de l'engagement avec les jeunes pour le climat, la justice sociale et la paix. Avec la participation de Doreen Bayhonan (AKMK, Philippines).
- **Samedi 30 mars**, **4020 Liège**, Espace Georges Truffaut (5 avenue de Lille). Festivanakkam, le festival liégeois scandaleusement solidaire, par et pour les jeunes.

Fête avec les 5 témoins philippins

Vendredi 5 avril, 17h30-20h30, en présence de représentants de la Communauté catholique philippine de Bruxelles. Bienvenue à toutes et à tous !

Vicariat de Bruxelles
14 rue de la Linière
1060 Bruxelles

De nombreux rendez-vous sont prévus avec les partenaires philippins et aussi Mgr Delville, évêque de Liège, qui s'est rendu aux Philippines en juillet 2018, à notre invitation, pour visiter les projets. L'agenda se met à jour continuellement. N'hésitez pas à le consulter sur www.entraide.be.



Les outils de la campagne

Commandez vos outils
à commande@entraide.be
ou au 02 227 66 80.

Affiche du Carême de Partage

Format : 60 x 40 cm

Dossier thématique de campagne

- *Quelle place pour la jeunesse dans l'agriculture ? L'exemple philippin*, 24 pages
- *Sans terre, pas de nourriture. Sans nourriture, pas de futur*, 6 pages
- *Les Philippines en bref*, 6 pages

DVD Philippines

Sur l'île de Mindanao, aux Philippines, des paysannes et des paysans se battent pour construire des communautés fortes et résilientes face au changement climatique, à l'agro-industrie et aux violations des droits humains.

L'agriculture familiale et écologique représente la meilleure piste pour que la jeunesse envisage un avenir serein. « Sans terre, pas de nourriture ; sans nourriture, pas de futur » : ce slogan des partenaires d'Entraide et Fraternité induit les solutions pour un avenir meilleur. À savoir posséder une terre et l'exploiter de façon écologique pour avoir un revenu digne et subvenir aux besoins de sa famille. Un programme qui rend l'autonomie aux communautés paysannes et favorise le droit à l'alimentation.

Durée : 26 min. Production : Média Animation

Exposition-photos

Vies et combats des paysans philippins à Mindanao pour une agriculture résiliente.

Réservation auprès des bureaux régionaux (adresses p.15).

« Quel genre de monde voulons-nous laisser à ceux qui nous succèdent, aux enfants qui grandissent ? »

Un petit fascicule comprenant 9 citations marquantes commentées et illustrées de Laudato Si', l'encyclique du pape François qui invite à écouter la clameur des pauvres et de la terre et à protéger notre maison commune.

Gratuit.



Poster de Carême Le cri des jeunes

Le poster de Carême pourra servir à animer une veillée de prière ou une célébration. Un commentaire permet de lire cette œuvre et de méditer sur une vision du monde dont nous pouvons nous inspirer, seuls ou en groupe, sur notre chemin de conversion vers Pâques.

Le cri des jeunes est l'œuvre d'Archie, un jeune philippin qui fait partie d'AKMK, à Mindanao. AKMK est un mouvement philippin dont Entraide et Fraternité est partenaire ; il fédère des associations de jeunes, issues des trois communautés à Mindanao (chrétiens, musulmans et indigènes). Archie exprime le cri des jeunes philippins qui réclament la paix entre les trois communautés vivant sur l'île de Mindanao, l'accès à la terre, la possibilité d'un avenir et dénoncent l'atteinte aux droits humains fondamentaux.

La fresque permet de comprendre les messages et revendications des jeunes philippins. Mais plus largement, elle symbolise le travail des partenaires d'Entraide et Fraternité sur place.

Format : 100x70 cm

Prix : 5€



Célébrer le Carême de Partage

Pour cheminer vers Pâques, des Pistes de célébrations pour vivre, célébrer et s'engager aux côtés des petits paysans et paysannes des Philippines et d'ailleurs. Ces Pistes invitent à faire le lien entre leurs vies et les lectures du Carême. Vous y trouvez des propositions pour prier, pour méditer et pour agir, en famille, dans vos paroisses ou avec votre groupe de jeunes - en solidarité avec le peuple philippin, pour bâtir une Terre qui tourne plus juste !

La brochure contient le Poster de Carême avec les commentaires (format A3).



SIÈGE

32 rue du Gouvernement Provisoire
1000 Bruxelles
T 02 227 66 80 | F 02 217 32 59
entraide@entraide.be
www.entraide.be

BRABANT WALLON

67 chaussée de Bruxelles | 1300 Wavre
GSM 0473 31 04 67
brabant.wallon@entraide.be

BRUXELLES

14 rue de la Linière | 1060 Bruxelles
T 02 533 29 58 | GSM 0479 56 77 61
bruxelles@entraide.be

HAINAUT

59 Rue Lefèvre
6030 Marchienne-au-Pont
T+F 071 32 77 42 | GSM 0473 31 02 31
charleroi@entraide.be
tournai@entraide.be

LIÈGE

72 Rue Chevaufosse | 4000 Liège
T 04 222 08 00 | GSM 0473 31 05 89
christophe.cornet@entraide.be

NAMUR-LUXEMBOURG

5 Place du Chapitre | 5000 Namur

Namur :

T 081 41 41 22
GSM 0473 31 05 81
namur@entraide.be

Luxembourg :

GSM 0491 90 26 97
luxembourg@entraide.be

RÉGION GERMANOPHONE

29 Judenstraße | 4700 Eupen
T+F 087 55 50 32
info@miteinander.be

Des nouvelles du Burundi et de RD Congo

La campagne de Carême 2018 était consacrée au développement de l'agroécologie, tout spécialement sous le signe des femmes, au Burundi et en RD Congo. Cinq représentants de nos partenaires dans ces deux pays ont passé trois semaines en Belgique. Un an plus tard, leur travail continue à porter ses fruits.

« C'était vraiment une très belle campagne », se souvient Nunu Salufa, secrétaire exécutive de l'**APEF** (Association pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin, RDC). Durant la campagne, elle a sillonné les provinces de Namur et de Luxembourg. « J'en ai retenu quelque chose de très important. J'étais très motivée à cause du sujet, car le travail de la femme dans les domaines que nous traitons localement (crédits, associations, micro-entreprises...) me tient particulièrement à cœur et contribue à changer notre société. Mais, ici, tout le monde me demandait : mais alors, les hommes ne font rien chez vous ? Les enfants étaient très sensibles à cette question, ils étaient touchés. Il me semblait important de rentrer dans mon pays et de partager cela au niveau rural. Et les hommes m'ont répondu que j'avais raison, qu'ils avaient l'impression de ne plus répondre aux besoins de leur famille ! Indirectement, grâce à mon séjour où j'ai vu que les Belges ne sont pas du tout indifférents au sort du Congo, les hommes de ma région ont été conscients à l'idée que la femme s'est réveillée, qu'elle crée des petites entreprises, qu'elle nourrit sa famille, qu'elle finance ses frais. Bref, l'éveil des femmes a... réveillé les hommes. Et donc, le résultat positif sur le terrain, c'est que les hommes viennent nous trouver à leur tour pour demander à être accompagnés pour créer des coopératives ! C'est une belle reconnaissance de notre travail ! »

Comme l'**APEF**, le **CAB** (Comité pour l'autopromotion à la base) et **GEADES** (Groupe d'études et d'actions de développement du Sud Kivu) ont assuré tout au long de l'année 2018 le renforcement des capacités des communautés locales (ces trois associations regroupent 85 associations ciblant 6150 ménages au Sud Kivu). Le

CAB a ainsi formé une centaine de jeunes à la mise en place de cultures maraîchères et d'élevages de petit bétail. Grâce à l'appui de l'**APEF**, sept coopératives ont pu collecter et vendre 20 tonnes de paddy (riz non décortiqué) et 25.000 litres d'huile de palme biologique par semestre. Quant à **GEADES**, il a produit 20.000 plants en vue de la reforestation agroécologique.

Margousiers, patates et miel

Au Burundi, grâce à son travail de plaidoyer, **CEPRODILIC-ADEPE** (Centre de production de distribution de la littérature chrétienne - Agence de développement et de protection de l'environnement) a reçu en concession un terrain de 4,5 ha où ses bénéficiaires se sont lancés dans la culture de la pomme de terre. À côté de cela, l'association burundaise a aussi distribué 150 chèvres et créé une pépinière sylvo-agricole où elle teste la plantation de margousiers, qui présentent l'avantage de pouvoir servir de pesticides biologiques. Dans son souci de conscientisation, d'éducation et de renforcement de capacités, l'**OAP** (Organisation d'appui à l'autopromotion) a entamé la construction d'un centre agricole de formation et de transfert d'innovations et lancé un programme d'installation de sources d'eau. Ainsi, le **CAM** (Centre agropastoral de Mutwezi) a-t-il également innové en développant une activité d'apiculture : 40 jeunes ont été formés à l'apiculture, mais aussi à la menuiserie, afin de pouvoir construire eux-mêmes leurs ruches (30 euros, un investissement très cher au Burundi). Au-delà, c'est toute une unité de transformation du miel qui a été achetée et mise en place pour ces jeunes apiculteurs.



Il y a un an, la campagne centrée sur le Burundi et la RD Congo a marqué les esprits.

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | entraide@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | **Éd. responsable** A. Fischer | **Maquette et Impression** SNEL Grafics | **Photos** Entraide et Fraternité sauf mention contraire

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de



Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.